

Burundi : vers la mise en place d'observateurs nationaux du Fonds Mondial

Source Xinhua La mise en place au Burundi des observateurs nationaux indépendants du Fonds Mondial pour la lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose permettrait de contribuer à l'amélioration du contrôle interne dans le secteur sanitaire du pays, a déclaré jeudi à Bujumbura Mme Angela Kageni, chargée de Programme à l'ONG internationale "Aidspan". Aidspan est basé au Kenya depuis 2007 et a pour mission de renforcer l'efficacité de ce Fonds en servant comme observateur indépendant de ce dernier pour promouvoir la transparence, la recevabilité et un impact effectif.

Mme Kageni, qui intervenait dans une cérémonie d'ouverture des assises destinées à promouvoir le monitoring et le suivi des activités subventionnées par le Fonds Mondial au Burundi ainsi que la mise en place des observateurs locaux indépendants, a précisé qu'Aidspan encourage le monitoring interne au niveau de chaque pays dans le but d'être informé régulièrement sur les financements ad hoc et les progrès réalisés par les programmes subventionnés du Fonds Mondial. Pour le Secrétaire Exécutif de l'Observatoire burundais de lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), Jean-Claude Ndikumwami, l'OLUCOME a collaboré avec Aidspan dans l'organisation de ces travaux au motif que les financements provenant du Fonds Mondial et au rang desquels le Burundi est bénéficiaire, "sont quelques fois mal gérés" sans épargner le Burundi. Pour sa part, Dr Jean Rirangira, le Secrétaire Exécutif Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida (SEP/CNLS), a indiqué au nom de la ministre burundaise de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, que ces assises se tiennent à un moment d'intenses échanges entre cette institution financière internationale et le gouvernement burundais pour le démarrage de la phase deux du projet "Programme d'Intensification et de Décentralisation de la lutte contre le Sida (PRIDE) en ce qui concerne spécialement le volet communautaire. Il a fait remarquer que le Fonds Mondial lui-même, vient de traverser une période de restructuration afin d'améliorer les mécanismes de coordination et de suivi. Le Burundi, a souligné le SEP/CNLS, reçoit du Fonds Mondial une grande subvention pour les trois maladies (la Malaria, la Tuberculose et le HIV) dans un contexte qui évolue rapidement, un environnement mondial concurrentiel et une conjoncture difficile. Cette situation, a-t-il dit, impose d'employer les ressources de façon optimale et de se conformer sans cesse aux cadres agréés au niveau international pour l'efficacité de l'aide. Ces assises seront dominées par l'implication des Organisations de la Société Civile (OSC) dans le travail de surveillance au niveau national et de la promotion de l'éthique de dénonciation dans le suivi des activités financées par le Fonds Mondial pour les trois pathologies citées ci-avant au Burundi. Ainsi, selon le médecin-consultant Jean Nduwimana, à ce jour, les montants déjà approuvés pour le Burundi dans le cadre d'améliorer la santé pour les trois pathologies, équivalent à 293,1 millions USD tandis que la somme déjà déboursée en la matière vaut 135,3 millions USD.